

ajoutons, toutefois, que ces activités devraient avoir pour but premier d'encourager la transformation des alliances, d'où l'importance de favoriser la coopération entre la CSCE et les alliances. Sinon, nous craignons que l'institutionnalisation de la CSCE n'entraîne d'interminables «conflits de compétence» et n'ait pour effet de la réduire à une simple tribune.

Compte tenu de ce qui précède, nous nous demandons comment la CSCE pourrait devenir une institution créatrice et souple capable de rétablir la confiance entre les alliances tout en établissant des dispositifs de sécurité paneuropéens. Nous nous demandons si, en plus d'un conseil européen des ministres des Affaires étrangères, la CSCE n'aurait pas intérêt à se doter d'une aile parlementaire en se rattachant, par exemple, au Conseil de l'Europe.

La sécurité économique

Il est d'autant plus urgent de jeter les bases d'un système de sécurité coopérative en Europe que, même si le risque de confrontation militaire entre l'Est et l'Ouest a considérablement diminué, sinon entièrement disparu, de nouveaux dangers se font jour en Europe. Nous parlons ici de la menace d'une instabilité économique et politique en Europe de l'Est et en Union soviétique. Pour ne donner qu'un exemple des risques éventuels, il suffit d'entendre l'avertissement de M. Eberhardt Schultz, de l'Institut allemand des affaires étrangères, selon lequel la montée du nationalisme exacerbée par un échec économique pourrait se traduire par des migrations massives de l'Est vers l'Ouest. «Nous arrivons toujours trop tard pour empêcher que ces situations prennent forme. Ce qui est tragique c'est qu'à l'Ouest, nous favorisons la mobilité, tandis que l'Europe de l'Est vit un renouveau du nationalisme. L'URSS connaîtra une longue crise et une forte émigration. Il se peut qu'un million d'Allemands d'origine ethnique partent, et que plus de 500 000 Juifs émigrent à destination d'Israël.»

Si des problèmes de cette envergure devaient se poser, on peut fort bien imaginer que la préoccupation de l'Europe de l'Ouest à l'égard de sa propre intégration économique soit en quelque sorte déviée vers l'est, ce qui soulèverait la question de nouvelles sources importantes de financement pour le développement économique en Europe de l'Est et en Union soviétique. Jusqu'à présent, la collectivité internationale a réussi à s'entendre sur la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en Europe de l'Est, dont le capital versé serait de l'ordre de 14 milliards de dollars canadiens. On estime qu'elle prêtera environ 850 millions de dollars (US) dès la première année de sa création, ce qui, est peu quand on songe que l'Allemagne de l'Ouest envisage d'investir environ 35 à 40 milliards de dollars par an en Allemagne de l'Est seulement, un pays ne comptant que 16 millions d'habitants. Il est facile d'imaginer les conséquences d'un miracle économique en Allemagne de l'Est, combiné à un échec économique dans une bonne